

**Poste Source de BELLOY**  
**Création d'un poste Source 225 kV/20kV**  
**Programme 2015-2020**

COMMUNE : Belloy-en-France - DEPARTEMENT : Val d'Oise (95)

**DOSSIER ENQUETE PUBLIQUE**

**PIECE N°9 - COMPTE RENDU DE LA CONCERTATION PREALABLE**





## PRÉFET DU VAL D'OISE

Sous-Préfecture de Sarcelles

Bureau du développement durable  
et des collectivités territoriales

### **Projet de création d'un poste source électrique à Belloy-en-France et de son raccordement**

Compte-rendu de la réunion de concertation du 13 avril 2016 à 15h00

Assistaient à la réunion présidée par M. Denis DOBO-SCHOENENBERG, Sous-Préfet de Sarcelles :

- M. Daniel DESSE, vice-président du Conseil Départemental du Val d'Oise, président du SMDEGTVO,
- Mme Agnès RAFAITIN, conseillère départementale, maire-adjointe de la commune d'Ezanville,
- M. Raphaël BARBAROSSA, président de la CC Carnelle Pays de France et maire de Belloy-en-France,
- M. Olivier VANLERENBERGHE, ERDF, adjoint au directeur du Val d'Oise,
- Mme Anne KURASIAK, ERDF, chargée de projets,
- M. Nicola ZACCARIA, ERDF, chargé de mission,
- M. MOREAU, ERDF, responsable du Bureau Régional d'Ingénierie des Postes Source,
- Mme Claire DORÉ, responsable du cabinet d'étude d'impact,
- M. Olivier BERARD, RTE, responsable de projets D&I,
- M. Xavier BOSQUET, RTE, chargé d'étude concertation,
- M. Franco PASSADOR, Conseil Départemental, chef du service gestion et entretien du réseau,
- M. FORTIER, Service Départemental d'Incendie et de Secours du Val d'Oise (SDIS),
- Mme Lyse HOURDOUILLIE, responsable du SMDEGTVO,
- Mme Coline LEPACHELET, chargée de mission environnement au PNR Oise Pays de France,
- M. Pascal SIXT, chargé d'études aménagement pour la Chambre interdépartementale d'agriculture,
- M. Guillaume MORET, président du syndicat agricole du Pays de France (FDSEA),
- M. Bernard LOUP, président de l'association « Val d'Oise Environnement »,
- M. Thierry AVRAMOGLU, représentant de l'association « Les Amis de la Terre du Val d'Oise »,
- M. Jean-Baptiste BELLON, chef des services territoriaux de l'architecture et du patrimoine - Val d'Oise,
- M. Alain LAURENT, DRIEE Ile-de-France – pôle contrôle et sécurité énergétique,
- M. Sandrine SOARES, DDT du Val d'Oise, chef de la mission PLU au pôle urbanisme,
- Mme Catherine GIRARD, sous-préfecture de Sarcelles, chef du bureau du développement durable et des collectivités territoriales (BDDCT),
- Mme Dzeri MOUSSIESSE, BDDCT.

Monsieur le Sous-Préfet se dit satisfait de réunir les instances concernées par le projet de création d'un poste source électrique à Belloy-en-France et de son raccordement. La concertation est préalable au lancement des procédures réglementaires. Elle associe les services de l'Etat, les élus, les organismes socio-professionnels, les associations et le maître d'ouvrage.

Il précise que le projet consiste à renforcer l'alimentation électrique de la partie Sud-Est du Val d'Oise ainsi qu'à améliorer la sécurisation des postes sources existants. Les porteurs du projet sont Electricité Réseau Distribution France (ERDF) et Réseau de Transport d'Electricité (RTE). Il rappelle également que le projet a été présenté en préfecture, au Secrétaire Général et aux services de la Direction Départementale des Territoires (DDT) du Val d'Oise, en fin d'année 2015.

Monsieur le Sous-Préfet informe ensuite les participants de l'absence de la délégation territoriale du Val d'Oise de l'Agence Régionale de Santé (ARS) et de la direction générale d'Ile-de-France de la SNCF. Toutefois, ces instances lui ont transmis quelques observations qu'il souhaite partager avec les membres présents. D'une part, les services de l'ARS soulignent que la présence d'un périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable a été correctement prise en considération. De plus, la qualité des sols a fait l'objet d'un diagnostic et ne semble pas en contradiction avec l'activité projetée. D'autre part, les services de la SNCF réseau d'Ile-de-France indiquent que la traversée sous voie risquerait d'impliquer un impact ferroviaire mais également un impact sur les circulations ferroviaires qu'il faudrait anticiper et programmer. Il y aura une mission de sécurité ferroviaire à prévoir mais qui ne pourra être entreprise que sur la base d'un dossier technique fourni par ERDF. Concernant la proximité en termes de construction et d'impact travaux, il faudrait s'assurer que l'installation ne soit pas riveraine de la plateforme ferroviaire. Afin de traiter au mieux tous ces points, la SNCF estime nécessaire de mettre en place une coordination avec les services techniques d'ERDF.

Dans le cadre de la concertation, Monsieur le Sous-Préfet organise la réunion en deux parties :

- une présentation par la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) d'Ile-de-France des différentes procédures applicables dans le cadre de ce projet ;
- une présentation du projet par les maîtres d'ouvrage (ERDF et RTE).

Monsieur le Sous-Préfet donne alors la parole à Monsieur LAURENT de la DRIEE Ile-de-France.

## **I - Présentation des procédures**

Monsieur LAURENT présente les procédures à suivre. Il commence son exposé par le rôle de la DRIEE.

La DRIEE est chargée d'élaborer et de mettre en œuvre les politiques de l'Etat en matière d'environnement, d'énergie et de développement durable. L'une des missions du Pôle contrôle et sécurité énergétique au sein du service de l'Energie, du Climat, des Véhicules (SECV) de la DRIEE est d'instruire les procédures applicables à l'établissement et l'exploitant des ouvrages des réseaux publics d'électricité telles que définies par le code de l'énergie.

### **1) Les différentes phases administratives**

Les projets de construction d'ouvrages nouveaux ou de reconstruction à neuf d'ouvrages d'une tension supérieure ou égale à 63 000 volts sont concernés par la phase de concertation. Elle doit se tenir préalablement à la dépose du dossier de demande de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et /ou d'approbation du projet d'ouvrage sur la base d'un dossier de présentation du projet validé par la direction de l'Energie (MEEM). La concertation se déroule sous forme de réunions placées sous l'égide du Préfet et associant élus, associations, services de l'Etat, les gestionnaires des voiries et les gestionnaires des réseaux publics d'électricité.

La démarche doit être progressive avec une évaluation des besoins à satisfaire, les solutions étudiées et la solution privilégiée. Le projet d'ouvrage correspond à la création d'un poste source et à son implantation ainsi que la création d'une liaison souterraine de raccordement de 225 000 volts. Il est nécessaire de rechercher le tracé de moindre impact sur l'aire d'étude.

La DUP est obligatoire en cas de traversée des propriétés privées par les ouvrages en vue de l'établissement des servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'abattage d'arbres et d'occupation temporaire. La procédure est actée par un arrêté ministériel, après consultations des maires et des parties prenantes.

Conformément au tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement, issu du décret n°2011-2019 du 23 décembre 2011, sont soumis à étude d'impact les postes de transformation dont la tension maximale de transformation est égale ou supérieure à 63 000 volts, à l'exclusion des opérations qui n'entraînent pas d'augmentation de la surface foncière des postes de transformation.

Par ailleurs, les services de la DRIEE organisent, sur une durée d'un mois, préalablement à l'exécution des travaux électriques, la consultation des maires et des organismes concernés par le projet d'ouvrage. L'approbation du projet d'ouvrage ne dispense pas le maître d'ouvrage des autres autorisations nécessaires, notamment en matière d'urbanisme. L'Autorité Environnementale doit rendre également un avis sur le projet du poste et son étude d'impact. S'ensuit une enquête publique à la suite de laquelle le commissaire enquêteur rédige un rapport. Considérant tous ces éléments, la DRIEE adresse un avis motivé au Préfet assorti d'une proposition de décision.

En conclusion, la création du poste source électrique à Belloy-en-France est soumise à étude d'impact et à enquête publique préalablement à l'approbation du projet d'ouvrage (APO).

## **2) Le contrôle des champs magnétiques**

Pour chaque nouvelle liaison du réseau public de transport, RTE élabore un plan de contrôle et de surveillance (PCS) qui précise les parties de l'ouvrage qui sont susceptibles d'exposer de façon continue des personnes à un champ électromagnétique et au droit desquelles des mesures représentatives de ce champ sont effectuées. Sont exemptées de cette obligation les liaisons de 225 000 volts pour lesquelles l'intensité maximale est inférieure ou égale à 400 ampères. Le PCS est approuvé dans le cadre de la procédure d'APO.

Monsieur LAURENT ayant terminé son exposé, Monsieur le Sous-Préfet donne la parole aux maîtres d'ouvrage.

## **II – Présentation du projet**

Madame KURASIAK, chargée de projets à ERDF, présente l'opération. Elle précise préalablement les missions de chaque maître d'ouvrage :

- RTE est gestionnaire du réseau public de transport d'électricité via les lignes à haute tension ;
- ERDF est gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité.

La production d'électricité repose sur différentes sources d'énergie (nucléaire, thermique, énergies renouvelables). RTE transporte l'électricité à haute tension (400 kV, 225kV, 90kV et 63kV) et ERDF achemine l'électricité moyenne tension (20kV) et basse tension (230V- 400V). Le poste source électrique se situe à la frontière entre la haute tension et la moyenne tension. La haute tension y est transformée en 20 000 volts. Ensuite, ERDF achemine l'énergie jusqu'au poste de distribution publique où l'électricité subit une nouvelle baisse de tension avant d'être distribuée aux clients.

Dans le cas présent, une saturation des postes sources du Sud-Est du Val d'Oise a été notée. Une qualité de fourniture moyenne, en raison de contraintes de charge et de chute de tension sur certains postes sources, entraîne un temps de coupure moyen annuel de 52 minutes pour la clientèle basse tension. De plus, en 2018, plusieurs réseaux de haute tension (HTA) dépasseront le seuil de chute de tension de 5 % dans les trois postes sources de Persan, Moimont et Villiers-le-Bel.

Afin de remédier à ce problème, la solution retenue est la création d'un poste source 225 /20 000 volts à Belloy-en-France. En effet, la commune est située au centre de cette zone. Le poste source y sera donc bien placé pour lever les contraintes de chutes de tension ce qui permettra :

- le raccordement en 225 000 volts sur le réseau RTE par une liaison souterraine en piquage sur la ligne aérienne Carrières-Plessis-Gassot au moyen de pylône aérosouterrain ;
- la création de 10 nouveaux départs HTA soit 140 km de lignes
- de lever les contraintes jusqu'en 2030 ;
- de sécuriser, par deux nouveaux transformateurs de 40 MVA (mégavoltampère), les postes sources de Persan et Moimont et de façon moindre celui de Villiers-le-Bel ;
- de gagner en qualité de fourniture pour un coût de 28 millions d'euros ;
- un meilleur bilan technico-économique actualisé par une amélioration de fourniture d'électricité ;
- la prise en compte de l'évolution de la demande du Sud-Est du Val d'Oise (sur près de dix ans).



La consistance technique de la solution retenue se matérialise par la création d'un nouveau poste source 225/20 000 volts comprenant deux transformateurs de 40 MVA et deux rames. Les rames permettent de répartir l'électricité sur les postes de distribution publique. Il est également prévu la création d'une liaison souterraine d'environ 2 km raccordant, par piquage, le futur poste source de Belloy-en-France à la ligne aérienne 225 000 volts Carrières-Plessis-Gassot.

(La solution proposant le renforcement des réseaux HTA a été écartée en raison d'un bilan technico-économique moins avantageux)

### **1) L'emplacement du poste source**

L'emplacement pour le futur poste source de Belloy-en-France est situé sur un terrain de la zone industrielle du quartier de la gare. ERDF est propriétaire de ce terrain de 11 117 m<sup>2</sup> dont 2 012 m<sup>2</sup> d'espaces boisés classés accessibles par le chemin de Saint-Prix. Ce terrain a le double avantage de se trouver à proximité de la ligne 225 000 volts Carrières-Plessis-Gassot et d'être en dehors de la commune de Belloy-en-France.

### **2) La description du poste source**

Monsieur BERARD, responsable de projets pour RTE, poursuit la présentation sur la description du poste source. Celui-ci comprendra à la mise en service en 2019 :

- les installations RTE : un bâtiment abritant le PSEM (poste sous enveloppe métallique) et les locaux de commande ;
- les installations ERDF : deux transformateurs 40 MVA en loge avec une réserve pour un troisième transformateur, un bâtiment HTA, les départs HTA, les aménagements du terrain, clôture, plantations préservant les espaces boisés classés.

L'électricité sera acheminée au poste source sous très haute tension via le futur raccordement en réseau souterrain. Le courant sera aiguillé vers les différents transformateurs à l'aide de barres métalliques. Pour des raisons d'espace, ce type d'installation peut être miniaturisé. A cet effet, les barres métalliques sont insérées dans un caisson et isolées à l'aide d'un gaz isolant (SF<sub>6</sub>). Ce procédé permet donc d'installer les barres métalliques à l'intérieur d'un bâtiment.

### **3) L'aire d'étude**

Madame DORÉ, responsable du cabinet d'étude d'impact, reprend la présentation pour l'aire d'étude. Le rôle de l'aire d'étude est d'appréhender les caractéristiques environnementales de la zone concernée (le milieu physique ou naturel, l'urbanisme, le paysage et le patrimoine). Cet outil permet également d'analyser l'ensemble des impacts directs et indirects permanents et temporaires du projet sur l'environnement. La délimitation de l'aire d'étude prend en compte deux éléments :

- les secteurs susceptibles d'être impactés par les ouvrages dans leur configuration future ;
- les secteurs susceptibles d'être impactés lors de la phase chantier.

L'aire d'étude proposée s'étend :

- au Nord à 200 mètres au-dessus de la D909,
- à 100 mètres à l'Est du couloir des lignes électriques sur lesquelles aura lieu le raccordement,
- au Sud, au niveau de la D85 et à la limite de la zone industrielle du quartier de la gare,
- à l'Ouest, au niveau de la limite communale.

Madame DORÉ continue la présentation en détaillant les caractéristiques de l'aire d'étude.

#### **Le milieu physique**

L'aire d'étude est située à l'Ouest de la Plaine de France. Le relief y est très légèrement vallonné, sans cours d'eau. L'aire d'étude ne contient pas de zones humides protégées au sens du code de l'environnement. Cependant, il est possible de trouver des zones humides au Nord-Ouest de la commune. Le risque de remontée des eaux souterraines est faible, le niveau de la nappe étant entre 6 et 11 mètres de profondeur. Le sous-sol du terrain du poste source est caractérisé par des remblais, des limons et de la marne sur socle de craie. Les mouvements de terrains argileux y sont faibles. Aucune cavité n'a été répertoriée dans l'aire d'étude en dehors du bourg de Belloy-en-France. Enfin, la sismicité y est très faible (zone 1).

### Le milieu naturel

La charte du Parc Naturel Régional (PNR) Oise-Pays de France est en cours de révision. Il sera étendu à la commune de Belloy-en-France en 2018. Le site NATURA 2000 le plus proche de l'aire d'étude est à 6 km, en forêts picardes. Le futur poste source sera en dehors des deux sites inscrits du massif des trois forêts Carnelle-L'Isle Adam-Montmorency et de la Plaine de France. Un bio corridor a été identifié entre les forêts au Nord et au Sud de Belloy-en-France. La valeur écologique du terrain du poste source est liée aux grands arbres (présence d'oiseaux). L'espace boisé classé sera donc préservé.

### L'urbanisme

Le terrain du futur poste source est situé en zone d'activités industrielles (ZI). Le quartier de la gare est desservi par le chemin de Saint-Prix avec quelques habitations limitrophes du terrain. Les espaces boisés classés sont en bordure de la ZI, en partie sur la périphérie Ouest et Sud du terrain. Dans ce secteur, l'agriculture est à dominante céréalière. Les voies ferrées de la ligne H du transilien Paris-Nord/Luzarches seront franchies par la liaison souterraine. Par ailleurs, il existe un périmètre de protection relatif à l'église Saint-Georges, au centre de Belloy-en-France. Néanmoins, le poste source ne sera pas en co-visibilité direct avec cette église.

Madame DORÉ termine sa présentation en indiquant que le terrain est actuellement en état de friche. Ainsi, le projet de création du poste source permettra de valoriser ce terrain. Les composantes environnementales identifiées au sein du territoire ne font pas apparaître de contraintes majeures pour le projet. Les espaces boisés classés seront préservés dans le projet puisque le poste source s'implantera sur la partie du terrain qui n'est pas classée.

Monsieur LAURENT rappelle que toutes les parties prenantes doivent se prononcer sur le périmètre proposé afin de valider l'aire d'étude. A cet effet, les participants demandent quelques éclaircissements.

Monsieur MORET, président du syndicat agricole du Pays de France (FDSEA), s'interroge sur le propriétaire du chemin au Sud-Est de l'aire d'étude. Les maîtres d'ouvrage ont indiqué qu'il s'agissait d'un chemin d'exploitation alors que, selon Monsieur MORET, il serait question d'un chemin communal. Les services d'ERDF et de RTE prennent en compte la remarque de Monsieur MORET, une vérification du propriétaire est donc nécessaire puisque ce chemin est inclus dans l'aire d'étude.

Madame LEPACHELET, chargée de mission environnement au PNR Oise Pays de France, s'interroge sur la présence d'espèces protégées au niveau de la mare située au Sud-Est du terrain. Madame DORÉ lui indique qu'une étude faune et flore a été prescrite à la demande d'ERDF. Cette mare abrite des tritons palmés ainsi que des crapauds. Ce sont des espèces protégées non menacées en Ile-de-France qu'il convient de prendre en compte dans l'étude d'impact.

Monsieur le Sous-Préfet demande aux participants de bien vouloir se prononcer sur la pertinence de l'aire d'étude. Aucune objection n'ayant été formulée, l'aire d'étude est donc validée à l'unanimité.

## **4) Les fuseaux de raccordement et la solution proposée**

Monsieur BERARD (RTE) se charge de la présentation des fuseaux proposés pour le raccordement souterrain du poste source de Belloy-en-France.

La détermination des fuseaux a été conditionnée par deux critères :

- éviter les secteurs sensibles au passage d'une liaison souterraine. L'impact essentiel est de devoir libérer le sol de tout obstacle en surface (pas de plantation de haut jet, pas de construction) afin de faciliter l'accessibilité aux câbles en cas d'avarie.
- privilégier les cheminements les plus directs afin de limiter la gêne occasionnée pendant le chantier sur le trafic routier et l'activité agricole.

Compte tenu de ces critères, deux fuseaux ont été proposés.

### Fuseau 1 et sa variante (dit fuseau jaune lors de la présentation)

Le premier fuseau franchit la rue des Briqueteries puis les voies ferrées. Il longe ensuite la route départementale 909 sur 2,1 km de liaison souterraine en se rapprochant de la zone d'activité de l'Orme. Il est prévu de construire un pylône aérosouterrain. Cependant, il existe une variante du tracé qui propose le passage par un chemin agricole vers la ligne à haute tension avant la mise en place du pylône aérosouterrain.

### Fuseau 2 (dit fuseau bleu)

Le second fuseau est situé au Sud de l'aire d'étude. Il commence par franchir également la rue des Briqueteries puis les voies ferrées. Ensuite, il traverse des champs ainsi que des chemins d'exploitation agricole. Il est prévu 1,8 km de liaison souterraine et la construction d'un pylône aérosouterrain.

Monsieur BERARD propose de s'orienter vers le premier fuseau plus satisfaisant en raison d'impacts minimes sur le milieu physique (absence de zones humides) et sur le milieu agricole (pas de morcellement visible des champs).

Monsieur BERARD explique ensuite les modalités de construction d'une liaison souterraine. Il s'agit de trois câbles électriques, isolés par l'air en aérien, nécessitant un isolant spécifique en souterrain (actuellement, l'isolant synthétique est fréquemment utilisé) dont l'épaisseur augmente avec la tension. Les câbles sont posés à environ 1,5 mètres sous le sol. En fonction de la longueur des câbles et du tracé, il faut prévoir des jonctions. Celles-ci sont installées dans des chambres de jonction. Il est envisagé d'installer une à deux chambres de jonction pour ce projet. Aussi, un enrobage des câbles dans du béton est effectué lorsque le tracé se trouve près d'une route. Ce système permet de protéger les câbles des vibrations de la route. Le tracé de la liaison souterraine traverse des voies ferrées ainsi qu'une route départementale. A cette fin, le principe de forage dirigé sera privilégié durant les travaux pour le franchissement.

### **III - Discussion**

Au vu de la présentation des maîtres d'ouvrage, Monsieur le Sous-Préfet propose d'ouvrir les échanges entre les participants de la concertation. Il demande à chaque organisme d'émettre un avis sur le projet, en particulier sur le choix du fuseau.

Monsieur BARBAROSSA, président de la Communauté de Communes Carnelle Pays de France et maire de Belloy-en-France, consent au premier fuseau proposé par les maîtres d'ouvrage. Il ajoute qu'une zone industrielle est implantée près du terrain du futur poste source. Ce terrain avait déjà été défriché à la suite du projet de création d'une usine « BIC ». Il s'agit d'une ancienne carrière d'argile sur laquelle se trouvait un four. En l'espace d'une décennie, on peut observer une repousse. Aussi, une petite mare de 75 m<sup>2</sup> s'est formée. Il évoque également la révision du plan local d'urbanisme de la commune relative à l'espace boisé classé. En effet, une partie du bois sera déclassé (sur quelques mètres) afin de permettre le passage de câbles par ERDF. Il précise que la deuxième réunion des personnes publiques associées se tiendra en septembre 2016.

Monsieur DESSE, vice-président du Conseil Départemental du Val d'Oise, président du SMDEGTVO, s'interroge sur le contrôle de pression des gaz présent dans le PSEM (Poste Sous Enveloppe Métallique). Les maîtres d'ouvrage lui indiquent qu'il n'y aura pas de contraintes pour les exploitants agricoles. De plus, le gaz utilisé, SF<sub>6</sub> (hexafluorure de soufre), est inerte. De ce fait, la pression du gaz à l'intérieur des enveloppes est surveillée en permanence par un système de fibres optiques et de télécommunications. Dans l'hypothèse d'une baisse de la pression, l'isolement ne serait plus assuré et cela pourrait provoquer des court-circuits. Par ailleurs, le gaz SF<sub>6</sub> contribuant à l'effet de serre, le poste source sera blindé afin d'éviter tout impact sur l'environnement. Aussi, RTE s'est engagé, au niveau national, à diminuer les rejets des gaz à effet de serre.

A la suite de plusieurs questions, les maîtres d'ouvrage précisent que le choix du premier fuseau engendrera le morcellement des terrains en sous sol. Visuellement, les champs ne seront impactés que durant les travaux. Néanmoins, il n'y aura pas d'acquisition des terrains malgré les servitudes. Concernant les travaux, il est pertinent de suivre la route départementale (RD). Cependant, il n'est pas recommandé de trop s'en approcher afin de limiter les vibrations sur le réseau. La largeur des travaux, balisage inclus, sera de 5 mètres. Dans l'idéal, le chantier sera installé au pied du talus, à la limite du domaine public, sans empiéter sur la circulation routière.

Monsieur PASSADOR, chef de service au Conseil Départemental du Val d'Oise, poursuit la discussion sur le premier fuseau et son tracé le long de la RD 909. Au niveau technique, il préconise le forage dirigé plutôt que la tranchée transversale pour la traversée des lignes ferroviaires et de la RD 909. Il demande ensuite aux maîtres d'ouvrage s'ils ont rencontré d'autres concessionnaires à ce stade de l'étude. Monsieur BERARD lui confirme qu'il existe d'autres concessionnaires mais que ces derniers ne seront pas gênants pour l'élaboration du fuseau, la zone la plus sensible étant la sortie du parking de la gare. A cet égard, il tient à remercier les services municipaux de Belloy-en-France pour leur communication, en particulier sur le projet de réalisation de la canalisation d'eau.

Madame RAFAITIN, conseillère départementale du Val d'Oise, souhaite connaître la durée de vie d'une ligne à haute tension enterrée. Monsieur BERARD lui répond qu'une ligne enterrée pourrait durer au moins cinquante années. Désormais, les durées de vie des lignes sont prolongées en raison des nouvelles technologies pour les isolants synthétiques (anciennement à base d'huile).

Monsieur FORTIER, du SDIS du Val d'Oise, ne souhaite pas ajouter de remarques particulières à ce stade du projet. Le SDIS sera sollicité ultérieurement, dans le cadre du permis de construire.

Madame HOURDOUILLIE, responsable du SMDEGTVO, rappelle que l'objectif de son syndicat est la bonne distribution de l'électricité sur le département et la bonne qualité de la fourniture. Le projet de création du poste source peut améliorer la distribution de l'électricité. Concernant les fuseaux proposés, elle prendra attache auprès des services d'ERDF afin d'analyser la mise en place des câbles de moyenne tension ainsi que la qualité du bâtiment du poste source.

Madame LEPACHELET, du PNR Oise Pays de France, ne formule pas de remarques particulières. Le premier fuseau proposé par les maîtres d'ouvrages lui convient.

Monsieur MORET, président du syndicat agricole du Pays de France, interroge les services de RTE sur deux points techniques. Messieurs BOSQUET et BERARD lui répondent. D'une part, les chambres de jonction seront enterrées. A ce stade du projet, les lieux d'installations des chambres de jonction ne sont pas encore définis (suivant les angles et les virages). A priori, au moins une jonction est prévue en fonction du tracé et de la topographie. Dans l'idéal, l'avancée des travaux se réalise au rythme de 100 mètres par jour. Dans le cadre de ce projet, un rythme de 75 mètres par jour est attendu. Au niveau des jonctions, le rythme de progression baissera. Ces chambres de jonction sont les dispositifs les plus susceptibles de rencontrer des avaries. D'autre part, la ligne souterraine viendra se piquer sur la ligne aérienne existante. Il y aura création d'un pylône aérosouterrain afin d'effectuer le raccordement.

La variante du lieu de raccordement dans le premier fuseau retenu a une incidence sur la taille et la forme du pylône de raccordement. Monsieur MORET est favorable à la réalisation d'un pylône le long de la RD 909, moins contraignant par rapport aux terres agricoles. Il souligne également l'existence d'une ligne aérienne sans utilité, dans la plaine de Belloy-en-France, qu'il serait préférable, selon lui, de démonter. Les services de RTE prennent note de cette observation.

Monsieur SIXT, chargé d'études d'aménagement pour la Chambre interdépartementale d'agriculture, appuie les propos de Monsieur MORET, n'étant pas non plus favorable à la variante du premier fuseau. Toutefois, il aurait souhaité qu'aucun pylône supplémentaire ne soit créé sur l'espace agricole. A priori, ce cas de figure n'est pas possible techniquement dans le cadre de ce raccordement. Monsieur BERARD lui indique qu'il sera plus judicieux d'installer le nouveau pylône près des deux pylônes existants afin de minimiser les angles et les efforts.

Monsieur LOUP, président de l'association « Val d'Oise Environnement », souligne la précision du projet présenté. Il estime également que le travail de concertation avec les acteurs concernés fonctionne correctement.

Monsieur AVRAMOGLU, représentant de l'association « Les Amis de la Terre du Val d'Oise », indique que la communication avec les maîtres d'ouvrage se déroule convenablement. Ensuite, il souhaite revenir sur le comparatif des fuseaux proposés. Monsieur BERARD l'informe sur les motifs ayant induit le tracé de la variante du premier fuseau. Le pylône de cette variante pourrait avoir moins d'impact visuel (taille réduite) et occasionner moins de gêne auprès des exploitants agricoles. Il s'agit de choisir entre trois pylônes côte à côte (fuseau n°1) ou un pylône situé à l'angle des parcelles (variante du fuseau n°1).

Monsieur BELLON, chef des services territoriaux de l'architecture et du patrimoine du Val d'Oise, est favorable au démantèlement de la ligne inutilisée présente dans la Plaine de France (dans un site inscrit). Par ailleurs, il s'interroge sur les modalités du concours d'architecture. Madame KURASIAK lui indique qu'il s'agit d'un concours avec esquisse sur planche organisé le 20 avril 2016. Le jury est composé de Monsieur BARBAROSSA, la Directrice Régionale d'ERDF, un membre de RTE ainsi qu'un architecte de l'ordre des Architectes. De plus, un paysagiste est prévu pour chaque équipe.



Madame SOARES, de la DDT du Val d'Oise, note que le plan local d'urbanisme de la commune de Belloy-en-France est en cours de révision. Elle recommande une vigilance particulière concernant la cohérence du zonage et la prise en compte du futur PNR Oise-Pays de France.

#### IV - Conclusion

Monsieur le Sous-Préfet déduit de la concertation et des observations émises par les organismes concernés une préférence pour le premier fuseau. Aucune objection n'étant formulée, celui-ci est donc validé par les participants. Monsieur le Sous-Préfet demande ensuite un calendrier prévisionnel des prochaines étapes du projet.

Madame KURASIAK indique que la mise en service du futur poste source de Belloy-en-France est prévue pour la fin de l'année 2019. Le calendrier prévisionnel du projet propose :

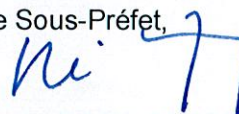
- l'obtention des autorisations administratives en 20 mois (entre 2016 et 2017). Cette phase comprend l'enquête publique, le permis de construire et l'approbation de l'APO.
- la réalisation des travaux (le poste source et les liaisons souterraines) en 22 mois (entre 2018 et 2019).

Monsieur LAURENT souhaite apporter quelques précisions concernant les autorisations administratives. La finalisation des études, en particulier l'étude d'impact, doit aboutir sur un avis de l'Autorité Environnementale. Cet avis doit être inséré dans le dossier d'enquête publique pour la création du poste source. La procédure d'instruction d'avant projet (APO) du poste source comprend une consultation des maires et des services concernés. Il existe une autre procédure d'APO pour la ligne. Celle-ci ne donne pas lieu à une enquête publique, sauf en cas de demande de DUP ou une consultation du public assurée par le pétitionnaire lui-même. A ce stade des dossiers, il est strictement nécessaire que l'APO et le projet de tracé de détail de la ligne ne soient plus modifiés. A l'issue de l'instruction de chacun de ces APO (poste et ligne), la DRIEE proposera à Monsieur le Préfet un avis motivé assorti d'une proposition de décision sous la forme d'un projet d'arrêté.

Monsieur le Sous-Préfet constate que la réunion de concertation s'est déroulée dans des conditions favorables à la discussion. Il souligne également la clarté ainsi que la qualité des présentations des maîtres d'ouvrage que sont RTE et ERDF. Aucun participant ne souhaitant intervenir de nouveau, il remercie les organismes présents et clôt la séance.

Sarcelles, le 30 MAI 2016

Le Sous-Préfet,



Denis DOBO-SCHOENENBERG